

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Recyclage de Matériaux du Nord (RMN)

4 Rue Gabriel Péri
59273 Fretin

Références : -
Code AIOT : 0007000729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement Recyclage de Matériaux du Nord (RMN) implanté 4 Rue Gabriel Péri 59273 Fretin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2026 de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Recyclage de Matériaux du Nord (RMN)
- 4 Rue Gabriel Péri 59273 Fretin
- Code AIOT : 0007000729

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RMN (Recyclage de Matériaux du Nord) - Écosite de Fretin regroupe les activités de la société RMN et Prefernord qui consiste au recyclage des bétons et briques provenant de chantiers de démolition et à l'exploitation d'une unité de traitement de mâchefers et de ferrailles. Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise un exercice incendie dans un délai de 6 mois à la date du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, État des stocks
Prescription contrôlée : En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

APC du 05/05/2025 : Article 2

Article 2 - Activités autorisées

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2015 (PREFERNORD) est remplacé par le tableau suivant :

[...]

2791 Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 OU 2971.

La quantité de déchets traités étant :

1. Supérieure ou égale à 10 t/j Traitement par broyage, déferrailage, criblage, séparation des non ferreux... des mâchefers. La capacité de traitement de l'installation de mâchefers est de 1 000 t/jour (sur un poste de 8 h). 2. Traitement par broyage, criblage, séparation des imbrûlés des ferrailles incinérées ou non incinérées.

La capacité de traitement de l'installation de ferrailles est de 160 t/jour (par poste de 8 h).

Notamment stockages associés à l'installation de traitement :

A. Stockage transitoire de déchets de métaux non dangereux : 8 000 t, 8 000 m³ incinérées :

Des ferrailles incinérées en provenance d'U.I.O.M, d'installation de Maturation et d'Élaboration (I.M.E) de mâchefers.

Surface de stockage d'environ

5 300 m² (2 km²)

- Des ferrailles non incinérées en provenance de centre de tri. Surface de stockage d'environ 2 600 m² ,

- Stockage en silo de métaux non ferreux capacité 25 t.

B. Stockage de déchets non dangereux non inertes :

- Mâchefers bruts (déchets non dangereux) en provenance du CVE d'UIOM, de centrale thermique (en attente de traitement). Ce stockage correspond à 15 000 t soit environ 10 000 m³

- **Mâchefers traités (déchets non dangereux) (attente de commercialisation) soit environ 60 000 m³.**

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté son état des stocks par année, recensant les matières d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) entrant, les MIDND sortant et le stock MIDND commercialisable. Le document montre également le stock des MIDND brut en attente sur le site. Ci-dessous l'état des stocks de l'exploitation de ces trois dernières années.

Année	MIDND entrants bruts (m³)	MIDND sortants (m³)	Stock MIDND commercialisable (m³)	Stock MIDND brut (m³)
2023	68000	49000	48000	85000
2024	82500	94000	12000	100000
2025	79000	55000	33000	92000

L'inspection constate que le volume des 60 000 m³ de MIDND commercialisable, inscrit dans l'arrêté préfectoral du site est respecté.

Pour rappel, l'exploitant est mis en demeure, par arrêté préfectoral du 15 juillet 2024, de revenir à une situation conforme concernant le volume de mâchefers brut maximal de 10 000 m³, dans un délai de 36 mois. Au titre de l'année 2025, le stock de MIDND brut s'élève à 92 000 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des sinistres

Prescription contrôlée :

[...] Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...]

Constats :

L'exploitant déclare qu'il n'a pas réalisé d'exercice incendie depuis plus de 3 ans, ce qui constitue une **non-conformité** à la prescription visée.

L'exploitant a transmis à l'Inspection un courriel du 10 novembre 2025 de demande d'intervention auprès du SDIS pour la réalisation d'un exercice incendie. L'exploitant n'a pas reçu de retour des services de secours.

L'Inspection fait le constat que les locaux de RMN sont en travaux avec une rénovation complète des salles/bureaux sur une partie du bâtiment. L'exploitant déclare que la fin des travaux est prévue pour fin mars 2026.

L'Inspection demande que soit mis en place un exercice incendie suite à la réception des travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande que soit mis en place un exercice incendie suite à la réception des travaux et que le compte rendu lui soit envoyé dès établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois